

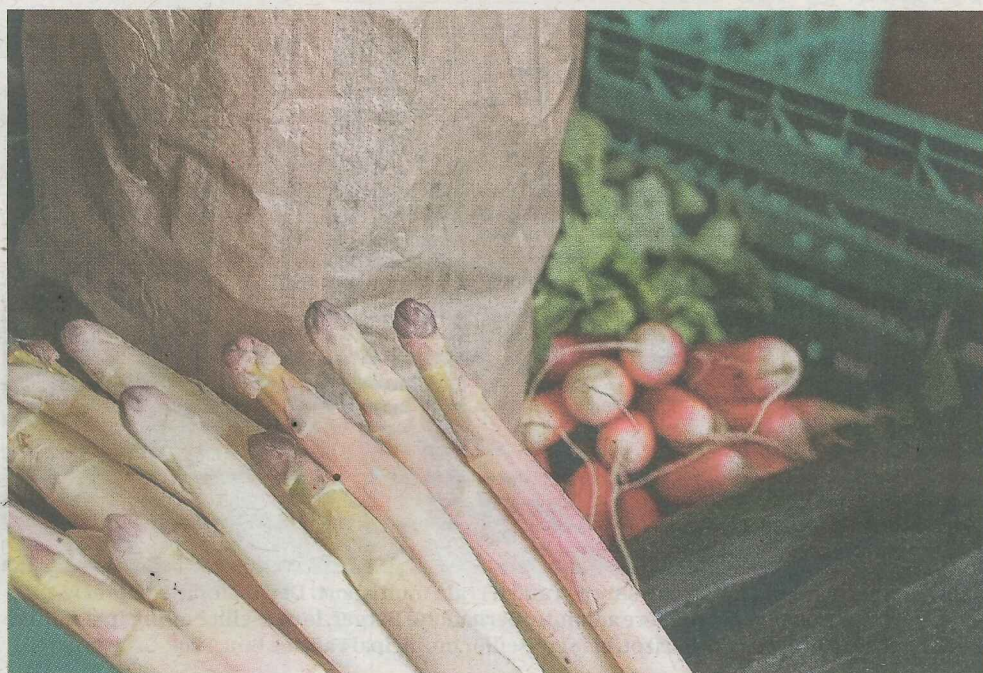
## Plaine dijonnaise

# Le projet d'épicerie sociale et solidaire, à l'étude depuis deux ans, se précise



Judi 18 avril, en préambule du conseil communautaire de la Plaine dijonnaise, une présentation du projet d'épicerie sociale et solidaire, à l'étude depuis maintenant deux ans, a été faite aux élus. L'occasion d'en savoir davantage sur ce dossier, qui prend forme.

« Le projet d'épicerie sociale et solidaire a été approuvé par le conseil communautaire de la Plaine dijonnaise en décembre 2021 », a rappelé Marion Villar, cheffe de projet au sein de l'association Active, qui accompagne l'intercommunalité sur le sujet depuis maintenant deux ans et a présenté l'état d'avancement du projet lors d'une présentation du dossier aux élus à l'occasion de la réunion du conseil communautaire, jeudi 18 avril. « L'idée est de faire converger



Le projet, lancé il y a deux ans, devrait probablement ouvrir ses portes en fin d'année 2024. Photo d'illustration Emmanuelle Baills

l'action sociale, le développement économique, la transition écologique et l'insertion professionnelle. »

**Des « produits alimentaires et non alimentaires proposés en libre-service »**

En préambule, Marion Villar est revenue notamment sur la définition de ce qu'est une épicerie sociale et solidaire.

**« L'idée est de faire converger l'action sociale, le développement économique, la transition écologique et l'insertion professionnelle. »**

Marion Villar, cheffe de projet au sein de l'association Active

« C'est une structure d'aide alimentaire avant tout, une boutique qui propose des

produits alimentaires et non alimentaires en libre-service. Cela répond notamment à une volonté de ne pas stigmatiser la personne en lui laissant le choix des produits. » Les bénéficiaires participent financièrement à l'achat desdits produits en les payant à des prix réduits.

**Faire face à une difficulté financière ponctuelle**

Plusieurs objectifs ont été fixés pour cette nouvelle structure. Déjà, il s'agit de permettre à ceux à qui elle s'adresse de faire face à une difficulté financière ponctuelle, pour éviter de basculer dans la pauvreté. « Cela peut être un accident de la vie, des dépenses imprévues qui peuvent être liées au logement, à la mobilité, à l'emploi, à la santé, à l'énergie... », a précisé Marion Villar. Cette épicerie sociale et solidaire per-

## Repère ▶

**« Un maximum de produits bruts »**

Concernant les produits qui seront proposés, il a été décidé qu'il s'agirait de produits frais (légumes, fruits, viande, produits laitiers), de surgelés, de boissons, d'épicerie salée (conserves, produits secs, condiments, pain) et d'épicerie sucrée (petit déjeuner). « Quand nous avons travaillé sur le sujet, nous avons veillé à ce qu'il y ait un maximum de produits bruts et qu'il y ait peu de produits cuisinés dans la mesure du possible », a souligné la cheffe de projet. Des produits non alimentaires seront aussi proposés (hygiène et entretien), « des produits de base ».

**Un budget annuel d'achats estimé à 28 000 €**

Sur la question de l'approvisionnement, pour ce qui concerne les produits alimentaires, « il est prévu de s'approvisionner à 80 % auprès de la Banque alimentaire, à 10 % auprès de grandes et moyennes surfaces et avec 10 % de ramasse », a précisé Marion Villar. Et concernant les produits non alimentaires, le principal sera acquis auprès des grandes et moyennes surfaces. Une estimation annuelle des achats serait de l'ordre de 28 000 €.

mettra également de faciliter le lien social (des ateliers collectifs seront notamment proposés), de favoriser l'insertion professionnelle et de proposer des produits de qualité, si possible locaux (lire par ailleurs).

**Une implantation à Genlis**

Concernant son lieu d'implantation, un local est en cours d'acquisition à Genlis, d'environ 250 mètres carrés. Une ligne budgétaire avait d'ailleurs été réservée à cet effet pour un montant de 310 000 €, cette année. La structure pourrait ouvrir en fin d'année 2024.

● Catherine Bonnet

## Zoom / Public cible, critères d'accès, durée...

L'accès à l'épicerie sociale et solidaire sera prescrit par les travailleurs sociaux, un centre communal d'action sociale ou encore une commune membre de la com'com. Elle est à destination de tous les habitants du territoire qui connaissent une situation difficile.

**Un accès limité dans le temps**

La structure s'adresse plus particulièrement aux personnes seules, aux retraités et aux familles monoparentales, mais aussi aux foyers précaires connus des services sociaux ainsi qu'aux travailleurs pauvres. « Ces personnes, même si elles travaillent, peuvent être dans des situations fragiles », a précisé Ma-

riou Villar, cheffe de projet au sein de l'association Active. Ce sont « des personnes qui ont un reste à vivre compris entre 30 € et 240 € par mois et par personne ».

Concernant le dimensionnement de l'épicerie, « le groupe de travail est parti sur 50 foyers accueillis chaque mois, avec un accès toutes les semaines, ce qui représenterait 310 personnes différentes à l'année », a-t-elle détaillé. « Ce sont évidemment des estimations. »

Sur un panier moyen mensuel estimé allant de 110 € à 245 €, en fonction de la composition du foyer, le bénéficiaire en payerait 30 %, ce qui lui ferait 70 % d'économie. L'accès à cette épicerie sociale

# 310

**C'est, à l'année, le nombre de personnes qui pourraient être accueillies par l'épicerie sociale et solidaire.**

et solidaire sera limité dans le temps : trois mois par an, renouvelable une fois. Les bénéficiaires disposeront d'un accompagnement individuel et collectif.

La structure pourrait être ouverte de trois à quatre demi-journées par semaine, avec une animation collective prévue chaque mois.